

Programme politique 16

La cinquième vague

« Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a pas de constitution ».
Art. 16 de la **Déclaration de droits de l'homme et du citoyen**

Les masques, les fameux masques, sont à nouveau à l'ordre du jour. Et le passe sanitaire, donc ! Les policiers dressent des procès-verbaux dans les restaurants où il n'est pas correctement vérifié : cent trente cinq euros d'amende et fermeture administrative de l'établissement récidiviste. Voilà ce qu'impose l'état d'urgence dans lequel vit la France depuis mars 2020. Le président en fin de mandat, qui a commencé sa campagne de réélection sans avoir encore fait acte de candidature, dirige avec le Conseil de défense nationale et de sécurité la « guerre » contre le coronavirus et ses mutants, et laisse son premier ministre et le gouvernement jouer les in-utilités à leur portée, du type « faites ce que je dis et non ce que je fais » !

La vaccination contre le virus a atteint son plein ; elle n'est pas obligatoire à la différence des vaccins que reçoivent les jeunes enfants avant leur scolarité. Ceux, adultes, qui refusent l'anti-covid, le font pour certains au nom de la liberté ; mais il y a les vieux isolés dans les campagnes, les femmes des quartiers qui sont confinées dans leur logement, les oubliés à la rue ou dans des cahutes de fortune que l'administration sanitaire mal lotie ne parvient pas à joindre. Cela, c'est pour le pays. Mais les autres pays, où les pauvres sont si nombreux que les ONG ne peuvent les prendre tous en charge ? C'est comme pour la crise climatique : chacun se démerde comme il peut et tant pis pour les autres, tous les autres. Sauf que la terre, notre Terre, se moque des barrières frontalières dont nous avons la bêtise de l'entraver.

Est-ce ainsi que parle une « souverainiste » ?

La Nation, sans doute liée à l'histoire de l'Europe marquée par des conflits durables et répétés, est ce qui définit la souveraineté du peuple, l'ensemble des citoyens qui se réfère à une commune vue de son passé et de son futur. Pour ce qui est du présent, chacun l'envisage à sa manière mais l'exprime en respectant la Constitution ... si elle existe encore ! La pandémie et l'écologie ont en commun d'être appréciées différemment selon les citoyens ; ou on les prend pour des sujets relevant de l'appréciation des individus faisant les gestes barrières et triant leurs déchets, ou on les considère comme impliquant surtout la volonté nationale. La Nation est limitée par des frontières, c'est un fait, dont n'ont que faire la pandémie et les troubles climatiques. D'où la fin du deuxième paragraphe.

La pandémie retrouve son mordant à l'automne 2021 et avec elle les contraintes déjà éprouvées. Auparavant, les épidémies de peste, de variole, de choléra ont décimé les populations d'Europe et du monde. Aujourd'hui le monde, je ne dis pas la France, dispose de moyens capables de freiner ses effets nocifs sinon de les arrêter pour de bon. Mais l'égoïsme de certaines nations entravent la lutte contre cette pandémie. Il faut que la France, désindustrialisée y compris dans le secteur pharmaceutique, soit consciente de ses manques et pour le futur décide de changer de politique économique.

Les élections de 2022 sont proches et les Français doivent travailler à faire éclore l'**évolution révolutionnaire** qui permettra de changer de cap une bonne fois pour toutes en renonçant au libéralisme économique, c'est-à-dire à la dictature du capitalat : la Nation se rééquiperait et sera en mesure de partager avec les autres peuples de la Terre les moyens de combattre les troubles de l'atmosphère et les attaques de n'importe quelle autre pandémie. Ainsi viendra le jour d'une vraie politique inter-nationale qui permettra à tous de se sentir unis par une cause commune ; ainsi se

réaliseront « *les jours heureux* » annoncés par le programme de mars 1944 du Conseil National de la Résistance.

Capitalismus delendus est.